

Prix Gide

du meilleur reportage en économie sociale

23^{ème} édition
Palmarès 2017



1^{er} Prix (2 500 €)

Chloé MARRIAULT

 @ChloeMarriault

EPJ de Tours

Succombez à la coopérative funéraire

À Nantes, trois femmes ont lancé la première coopérative funéraire de France. Leur objectif : accompagner les familles endeuillées sans les inciter à dépenser et leur proposer des funérailles personnalisées et éco-responsables.

« Dans le milieu funéraire et pendant notre formation, on nous apprend à vendre les cercueils les plus chers. C'est contraire à nos valeurs, à notre philosophie », explique Sophie Dronet, conseillère funéraire. Elle a cofondé en octobre dernier la coopérative funéraire de Nantes, un modèle unique en France. Ce matin-là, lorsqu'elle arrive, sa collègue l'attend. Cheveux gris impeccablement coiffés, veste noire, pantalon noir, derbies noires vernies et chemise blanche, Brigitte Brodin s'apprête à se rendre dans une maison de retraite pour une mise en bière et lui demande un coup de main pour charger le cercueil dans le corbillard. À l'arrière du bâtiment, le véhicule funéraire gris est garé au milieu d'une dizaine de minibus à fleurs multicolores. « Quelqu'un a refusé catégoriquement que l'on emmène le corps de son proche décédé dans un de ces véhicules à fleurs en pensant que c'était notre corbillard, mais rassurez-vous, ils appartiennent à la SCOP de transport avec laquelle nous partageons le bâtiment », plaisante Sophie Dronet.

Dans cette agence de pompes funèbres pas comme les autres, les parts sociales sont détenues par les salariés mais également par des entreprises en lien avec l'économie sociale et solidaire, des associations et des particuliers. Le projet émane de trois femmes : Sabine Le Gonidec était responsable de communication, Sophie Dronet, maîtresse de cérémonie dans le funéraire et Brigitte Brodin, préparatrice en pharmacie. Elles ont toutes les trois connu des obsèques décevantes qui leur ont donné l'idée de créer leur propre entreprise. Alors qu'elles ne se connaissaient pas, la Maison des adieux, une association nantaise qui milite pour le développement des obsèques laïques, les a mises en contact. Elles se sont inspirées de ce qui se faisait au Québec pour lancer cette société. Basée dans la zone commerciale d'Orvault, au nord de Nantes, la coopérative fait face à un magasin de motos, un Biocoop et un Jardiland. Depuis sa création, dix-huit obsèques ont été organisées.

En début d'après-midi, un couple passe à l'improviste. Jean-Claude et Odile viennent se renseigner car la mère de cette dernière est en fin de vie. Ils ont connu la coopérative par deux amis et ont investi 30 euros chacun dès le début du projet, par conviction. Brigitte Brodin les accueille dans la salle de réception. Ici, pas de plaques commémoratives en granit, pas de cercueils d'exposition ou de fleurs artificielles. Avec ses canapés gris confortables, son jonc de mer au sol, son tapis aux motifs ethniques et ses chaises scandinaves, l'endroit se veut chaleureux. Dans un coin, les trois cofondatrices ont installé un espace pour les enfants avec des jouets, des livres et des crayons de couleur. « Il n'y a rien qui rappelle la mort, remarque Jean-Claude. On se croirait presque dans une maison ordinaire et on s'y sent à l'aise. » Posés au milieu des pots de fleurs sur une étagère, seuls quelques livres intitulés « Nos petits enterrements » ou « Je veux des funérailles écologiques ! » rappellent que l'on est bien dans une agence funéraire. Brigitte Brodin emmène le couple dans la pièce attenante pour discuter des souhaits de la mère d'Odile concernant ses funérailles et établir un devis.

Pas de pression commerciale

Comme tous les membres de la SCIC (société coopérative d'intérêt collectif), Odile et Jean-Claude bénéficient d'une réduction de 10 % sur tous les produits et services mais il n'est pas nécessaire de l'être pour avoir accès à ses services. La coopérative compte actuellement 182 coopérateurs, qui ont investi entre 20 euros (la

somme minimale) et 5 000 euros. Tous sont copropriétaires de la société et peuvent participer aux décisions financières lors de l'assemblée générale.

Parmi ces coopérateurs, Jean, 84 ans. Il fait partie de l'Association pour des Coopératives Funéraires Françaises (ACFF), un collectif qui a aidé les trois femmes à créer leur coopérative. Pour lui, les entreprises de pompes funèbres classiques profitent de la détresse des familles pour surfacturer leurs prestations. Depuis la libéralisation du secteur en 1993, les prix se sont en effet envolés. En 2014, l'UFC-Que Choisir révélait que le coût pour des obsèques, hors caveau et concession, s'élevait en moyenne à 3 350 euros. La facture totale variant selon les agences de 1 347 à 6 449 euros. Un grand écart tarifaire dû, selon l'association de consommateurs, à « un florilège de prestations "non obligatoires" et à des opérations aux prix disproportionnés ». A Nantes, la coopérative funéraire ne propose pas forcément de meilleurs tarifs que la moyenne. « Mais nous ne faisons pas pression pour vendre des services ou des produits qui font augmenter la facture », affirme Sabine Le Gonidec, la présidente et cofondatrice de la SCIC. La coopérative sous-traite certaines de ses activités - thanatopraxie, transport de corps avant mise en bière, travaux de fossoyage et de marbrerie, porteurs. Son financement est exclusivement privé, elle ne touche aucune aide de l'Etat ni de subvention. Ses premiers résultats sont encourageants. « Si nous continuons sur ce rythme de croissance, notre second exercice pourrait être bénéficiaire ou au moins à l'équilibre », explique Sabine Le Gonidec. Du fait de son statut de SCIC, au moins 57 % des bénéfices devront être réinvestis dans l'entreprise.

Le business de la mort est en expansion, et surtout, très concurrentiel. En France, 587 000 personnes sont décédées en 2016. Plus de 3 700 prestataires de services funéraires se partagent un marché qui représentait en 2015 plus de 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, selon l'Insee. Mais la petite coopérative funéraire de Nantes parvient à tirer son épingle du jeu. Edmond, 71 ans, et sa femme, Françoise, 72 ans, ont fait appel à elle pour les obsèques de leurs mères, toutes deux décédées en février. Le couple s'est étonné de la simplicité des offres proposées. « Lorsque j'ai vu qu'il n'y avait que trois cercueils, je me suis dit "ouf !" C'est épouvantable d'avoir à choisir parmi 36 modèles », fait remarquer Françoise. La coopérative ne propose en effet que trois cercueils en bois, fabriqués en Aveyron. Deux d'entre eux sont éco-responsables : le « Parisien Harmonie » est en pin et verni à l'eau, le « tombeau Népal » est en chêne massif hydrocisé. Le dernier, le « tombeau Quercy » est en chêne massif, avec du vernis satiné. Ils coûtent entre 764 euros et 1067 euros.

Démarches administratives, soins aux défunts, fourniture de cercueils, transport, cérémonie... Françoise et Edmond ont apprécié que les trois cofondatrices s'occupent de tout avec un suivi personnalisé. « Les familles ont besoin d'avoir une béquille. Un lien se crée, on entre dans leur intimité, dans leur histoire, confie Brigitte Brodin. Ce ne serait pas pareil si l'on était plusieurs à s'occuper de leur cas à tour de rôle, comme dans une grande entreprise ». Mais côtoyer la mort au quotidien n'est pas toujours évident, surtout lors des cérémonies. « Certaines familles sont dans une telle douleur que ça prend aux tripes. J'ai déjà senti les larmes monter mais je ne m'autorise pas à craquer », raconte Sophie Dronet. Dans cet univers morne, les cofondatrices tentent d'apporter un peu de fantaisie en cassant les codes.

Des alternatives au modèle traditionnel

Si le choix de cercueils classiques demeure limité, la coopérative sort des sentiers battus pour le reste de ses offres. Elle propose ainsi des cercueils en carton personnalisables, plus écologiques que les modèles traditionnels. Ils peuvent être recouverts de motifs papillons, tulipes, montagnes ou par l'image d'une mer d'un bleu limpide... Chacun peut même avoir un cercueil unique, à son image, en le personnalisant à partir de photos ou de dessins. Le cercueil peut aussi rester blanc, permettant aux proches qui le souhaitent d'y laisser un ultime petit mot lors de la cérémonie. Sur les dix-huit obsèques organisées par la société, neuf étaient des crémations dont cinq avec cercueils en carton. Seuls deux ont été personnalisés : le premier avec le bateau militaire sur lequel le défunt avait travaillé, le second, avec une photo de la péniche sur laquelle la personne décédée vivait.

Autre originalité : les tombes d'occasion. Il s'agit de monuments funéraires récupérés par la ville de Nantes dans les cimetières de la commune lorsque les concessions arrivent à expiration et ne sont pas renouvelées.

Là encore, peu de familles osent franchir le cap. Mais ces offres ont incité Frédéric à investir dans le projet. Comme beaucoup des coopérateurs, ce géographe et professeur à l'école d'architecture de Nantes de 52 ans a assisté aux obsèques d'un proche qui l'ont déçu. « C'était quelqu'un d'assez libre et la cérémonie ne lui ressemblait pas. Les gens méritent souvent mieux que la commémoration qui leur est dédiée », regrette-t-il.

Parce que l'écologie, même la mort s'y met, la société propose également des tombes végétalisées aux allures de petit jardin. Une alternative aux pierres tombales traditionnelles. Jusqu'à présent, personne n'en a commandé. « Même si l'idée du végétal peut séduire, les gens restent peut-être attachés aux traditions. Ils craignent le qu'en-dira-t-on ou ont peur d'être trop original... », avance Sabine Le Gonidec, persuadée que cela viendra et que la coopérative est en avance sur son temps. En avance sur la mort, en somme.

2^e Prix (1 500 €)

[Margaux DZUILKA](#)

[@DzuilkaMargaux](#)

IPJ Paris-Dauphine

Le Zazie Hôtel, un tremplin pour l'emploi

Le Zazie (Paris 12e) est le premier hôtel solidaire de la capitale. Anne-Sophie de Boulois, sa fondatrice, a changé de vie pour mettre le tourisme au service de l'insertion. Depuis quatre ans, elle recrute des personnes en situation d'exclusion pour les accompagner sur le chemin de l'emploi.

Robe noire aux larges poches et cheveux couleur ocre coupés courts, Anne-Sophie de Boulois délaisse la réception pour se rendre dans la salle des petits déjeuners. Il est 14h30, l'heure du café. Une musique jazzy inonde la pièce. Les notes du saxophone glissent contre les affiches de films vintage, s'immiscent sur les étagères entre les pages des Queneau, Despentès ou Foenkinos, se répètent à l'infini dans les miroirs géométriques suspendus aux murs. Assise sur une chaise en bois chinée, à proximité de la fenêtre, la directrice de ce petit hôtel deux étoiles profite de la lumière jaune et douce d'un printemps plutôt frileux. Un de ses employés, tenue de valet blanche et noire, s'approche timidement : « C'est juste pour vous dire que je pars en pause-déjeuner. J'ai tout fait. Après quand je reviens, je vous prépare la chambre deux en sieste ». Anne-Sophie lui sourit et acquiesce.

La gérante de cet hôtel de vingt chambres, situé à quelques encablures de la gare de Lyon expose : « Au Zazie, on recrute des personnes qui ont des problèmes sociaux, de santé ou de logement, qui n'ont pas été employés depuis longtemps ou même jamais de leur vie ». Ces femmes et hommes sont orientés ici par Pôle Emploi, des associations de réinsertion comme La Mie de Pain ou encore des centres d'hébergement. Et deviennent, en fonction de leurs compétences, agents d'entretien ou réceptionnistes. Sébastien¹, parti en pause déjeuner, est de ceux-là. Il a intégré le Zazie Hôtel il y a quinze jours. Salarié à temps plein et payé au SMIC, le trentenaire est en parcours d'insertion pour les deux ans à venir, et ne « souhaite pas tellement s'exprimer ». Anne-Sophie le comprend, dit qu'il doit prendre ses marques. En trois ans, ils sont seize - de 25 à 58 ans - à avoir bénéficié, comme Sébastien, de ce « tremplin » pour retrouver une estime d'eux-mêmes et ainsi réintégrer le monde du travail.

« Un CV un peu bricolé »

Le Zazie est labellisé « entreprise solidaire et d'utilité sociale » depuis 2013. Il est à Paris, le seul hôtel en insertion par l'activité économique, et émane de ce qu'Anne-Sophie de Boulois appelle « une lubie

¹ Le prénom a été modifié

personnelle ». La patronne aux yeux bleus énergiques était manageuse dans l'édition jusqu'en 2009. « À quarante-cinq ans, j'ai eu envie de changer d'air alors j'ai décidé de tout quitter », raconte-elle, en riant de sa hardiesse d'antan. Cette parisienne de naissance décide de s'orienter vers l'insertion, de monter sa propre entreprise. Elle « bâtit alors un CV un peu bricolé », se forme à l'hôtellerie, mûrit son projet pendant de longs mois. Puis se tourne vers la Fédération des entreprises d'insertion pour réfléchir à la manière dont un hôtel peut devenir un lieu d'accueil pour des personnes éloignées de l'emploi. « Ça a été long », commente-t-elle sobrement, en réajustant son foulard beige à pois vert. Le fond d'investissement solidaire Esfin-Ides apporte une partie du capital. Et, comme ses indemnités de départ, un emprunt à sa famille et la vente de son appartement ne suffisent pas, Anne-Sophie contracte un prêt auprès de la Banque Populaire et de France Active. En 2012, elle est en mesure de racheter le fonds de commerce de l'ancien hôtel Mistral, rue de Chaligny, pour 1,7 millions d'euros. La « conversion sociale » de l'établissement peut alors commencer.

Pour être en mesure de créer des postes, il a fallu internaliser l'entretien des chambres et la blanchisserie. La nouvelle directrice choisit de rééquiper le sous-sol de machines à laver pour que tout le linge soit nettoyé sur place. « C'est quand même une chose étrange que de faire blanchir ses draps à l'autre bout de la région, non ? », interroge-t-elle, entre deux gorgées de café. Ses mains virevoltent pendant qu'elle parle : « Sérieusement, ça ne viendrait à personne l'idée d'aller faire deux heures de route pour aller prendre sa douche, si ? » La plupart des hôtels parisiens externalisent ces activités, par soucis d'économies : « On payait 5,10 euros pour l'entretien d'une chambre en sous-traitant, au début. Désormais ça nous coûte le double ». Mais l'entrepreneuse se targue, grâce à cette réorganisation du travail, d'être passée de trois salariés au moment de la reprise à huit désormais, dont quatre en contrat d'insertion.

Pédagogie et indulgence

Colette descend l'escalier à moquette fleurie de l'hôtel, aspirateur et chiffon à la main. La femme de chambre connaît l'établissement comme sa poche. Et pour cause, bien avant que celui-ci ne soit investi par Anne-Sophie et son projet solidaire, elle faisait déjà le ménage dans l'ancien hôtel Mistral. Depuis 2013, elle est devenue salariée permanente et a dû suivre une formation pour devenir « encadrant technique d'insertion ». Colette prend sous son aile chaque nouvel arrivant, pendant quelques semaines. « Pour moi ce n'est pas facile, car on ne sait jamais sur qui on peut tomber mais c'est quand même mieux maintenant car avant, j'étais toute seule pour faire les chambres », résume celle qui se dit fière de faire partie de « cette petite famille ». « Il faut prendre le temps, être détendu et juger la qualité du travail dans autre chose que dans le respect des normes », estime la directrice, qui prône la pédagogie et l'indulgence. 60% sortent d'ailleurs de leurs deux années passées au Zazie avec un emploi, comme ce quinquagénaire devenu gouvernant dans un hôtel cinq étoiles.

L'entreprise touche, pour chaque contrat en insertion, une subvention de 10 200 euros par an. Mais, à la différence de nombreuses initiatives solidaires, le Zazie se positionne sur un marché concurrentiel. Les prestations hôtelières permettent de réaliser 90% des 500 000 euros de chiffre d'affaire. « Nos tarifs sont sur le site Booking, comparables à tous les autres, indique la gérante. Et en temps de crise, les gens n'en n'ont strictement rien à faire qu'on soit en économie sociale. Ils veulent le meilleur prix, c'est tout. » À 80 euros la chambre en moyenne, l'établissement ne figure pas parmi les moins chers de la capitale. Alors, quand en 2016 la fréquentation touristique baisse de 6% à Paris, le Zazie enregistre une baisse de 25% de ses recettes. « Ça a été difficile mais on entre enfin dans une période plus faste. On est à + 40% de chiffre d'affaire en avril cette année », confie la directrice, l'œil rivé sur la réception au cas où un client se présenterait.

L'essor du tourisme responsable

Ses clients sont des habitués, des anciens du Mistral. Il y a aussi des touristes qui viennent une fois par an comme cette Québécoise qui dit « se sentir au Zazie comme à la maison ». Il y a des agents de la fonction publique, des artistes, des petits entrepreneurs, beaucoup de professionnels du développement durable. Certains viennent expressément parce que l'hôtel est « socialement responsable », comme l'indique le tampon

de l'établissement. D'autres ne savent pas : « Moi j'en parle volontiers mais l'idée c'est que ça ne se voit pas ». Anne-Sophie met un point d'honneur à ne pas faire de distinction entre les salariés permanents et les quatre autres en parcours d'insertion. « Souvent les personnes qui sont en réinsertion travaillent dans les coulisses des entreprises. C'est de la relégation salariale ! Pourtant, c'est vraiment stimulant pour eux de pouvoir montrer leur travail, d'être évalués par les clients. » Elle sourit : « C'est sûr qu'il vaut mieux s'appeler Le Zazie que Le Crillon pour faire ça mais j'ai la ferme conviction que tout le monde a une conscience professionnelle, que tout le monde peut travailler ! »

Anne-Sophie est une éternelle optimiste et se réjouit de l'essor du tourisme alternatif. « Cela fait un an et demi que l'on vend l'idée d'un établissement solidaire et écoresponsable », argue-t-elle. Le Zazie est signataire de la Charte pour l'hébergement durable depuis 2013 : les appareils électriques sont reconditionnés, les dosettes à café et autres emballages individuels, proscrits. « Ça me faisait mal au cœur les quantités de trucs qu'on pouvait jeter ! », dit-elle, en avalant la dernière gorgée de son café. De la boulangerie industrielle, l'établissement se tourne vers un artisan du quartier. « C'est sûr que c'est plus coûteux mais on laisse à disposition le pain de la veille à toaster, ça plait énormément. C'est un cercle vertueux qui finit par fonctionner ! ». Et de lancer, en riant : « On ne fait pas de l'écologie pour que ça nous coûte des sous. Pareil pour le social, si ça devait être plus cher, on arrêterait. Mais on est bien la preuve que ça peut marcher ! ». L'entrepreneuse a pris l'habitude de dire "on" à la place de dire "je", comme pour signifier que son aventure n'a pu se concrétiser qu'avec l'élan du collectif.

3^e Prix (1 000 €)

[Pierre BAFOIL](#)

[@BafoilP](#)

ESJ de Lille

La mode de l'emploi

S'habiller n'importe comment pour un entretien d'embauche peut vite se révéler un handicap. Mais comment trouver un costume quand on n'a pas les moyens ? C'est le combat qu'a décidé de mener à Lille l'association « La Cravate Solidaire ». Cette dernière vient en aide aux demandeurs d'emplois en leur permettant de se vêtir de façon appropriée. Une initiative sociale qui nécessite toujours plus d'inventivité pour faire face à la demande.

« *C'est ici pour les costumes ?* » Un homme passe la tête par la porte du local en enfilade. Abderrahmane, crâne lisse et barbichette bien taillée est le premier candidat de l'après-midi. Avec sa veste rouge à fourrure, son jean délavé et ses boots de motard, il détonne. Derrière lui, son fils Ryan, 25 ans lui emboîte le pas, survêt, jogging et bonnet vissé sur la tête.

Après un café rapidement avalé, Abderrahmane s'explique. « *Demain, j'ai un entretien pour être agent de sécurité. Si j'ai pas de costard noir, c'est même pas la peine d'y aller.* » À 52 ans, au chômage, il n'a pas le choix. « *Ce poste, il me le faut.* » En le rassurant, deux bénévoles le conduisent dans une pièce adjacente. « *Ah ouais...* », souffle-t-il. Sous ses yeux ébahis, des rangées entières de vestes, pantalons et autres chemises attendent preneur. « *Bienvenue à la Cravate Solidaire* », sourit Catherine, une bénévole.

« *Là c'est l'atelier image* », poursuit-elle, en lui tendant un ensemble complet. « *Ah ouais* », répète, pantois, Abderrahmane devant le miroir. La transformation est frappante. Oubliées la veste criarde et la fourrure synthétique. Dans son costume sombre, il a fière allure. « *Franchement t'es beau* », articule son fils, sonné par la métamorphose. « *Parfait, ça te va très bien*, abonde Catherine. *Maintenant tu le gardes, et tu vas à l'atelier entretien.* » Gonflé à bloc, Abderrahmane bombe le torse, prêt à en découdre.

Le dernier échelon avant l'insertion

« *Il faut que les gens se sentent bien* », explique Aline Perreau, salariée de la Cravate Solidaire. L'association a pris ses quartiers à Lille-Sud en septembre 2016 au milieu des barres d'immeubles en briques rouges. La « Ch'tite Cravate », comme on l'appelle ici, propose un atelier hebdomadaire pour demandeurs d'emplois. L'objectif : lutter contre les inégalités liées à l'apparence pour permettre d'affronter un entretien d'embauche dans les meilleures conditions.

La façon de s'habiller est une discrimination méconnue à l'embauche, effacée par celles liées à l'origine ou la corpulence. À la différence que « *le vêtement est une variable neutralisable* », selon Hélène Garner-Moyer, chercheuse à l'université Panthéon-Sorbonne. Pour cette spécialiste de l'influence de l'apparence sur le recrutement, « *tous les candidats peuvent s'habiller de façon appropriée, encore faut-il connaître les codes vestimentaires à respecter.* » Aline Perreau confirme. « *Parfois, des gens viennent en survêtement. Simplement parce que personne ne leur a expliqué.* » Partant de ce constat, la Cravate Solidaire lutte contre ces inégalités.

Mais tout le monde ne peut pas bénéficier de ce coup de pouce. « *En plus du critère de ressources, on sélectionne des gens en recherche active d'emploi, avec un projet professionnel défini* », détaille Aline Perreau. La Cravate Solidaire travaille avec Pôle Emploi, les missions locales et des associations de terrain qui leur envoient les candidats les plus motivés. « *On est le dernier échelon avant l'insertion. Après la recherche d'emploi et juste avant l'entretien.* »

« Pas de relooking »

Lors d'une session, deux ateliers sont dispensés pour donner « *les codes de l'emploi* ». Le candidat va d'abord se voir proposer une tenue adaptée à son secteur d'activité. « *On n'habillera pas de la même façon un ingénieur et un maçon* », insiste Catherine, styliste et « *bénévole image* ». Perfecto en cuir, jean slim et frange parfaite, elle a le physique de l'emploi. Elle précise : « *On ne fait pas de relooking.* »

Une fois la tenue dénichée, le candidat passe une simulation d'entretien auprès de « *bénévoles RH* ». Des volontaires travaillant dans les ressources humaines ou dans le coaching professionnel. « *On reçoit les CV la veille, pour préparer un entretien individualisé en fonction du poste demandé* », explique Grégoire, 28 ans, recruteur dans un centre de formation. Concentré, il se penche sur le CV de Gladys, venue pour un poste d'agent d'entretien.

La jeune femme de 34 ans sort de l'atelier image. En plus des vêtements, bijoux et maquillage sont proposés aux candidates. Veste de tailleur, fard bleu, rouge à lèvres et créoles, Gladys est toute pimpante pour l'entretien. Au chômage depuis cinq ans, c'est Pôle Emploi qui l'a dirigée vers la Cravate Solidaire. Face à Grégoire, elle croise ses mains, se tord les doigts, cherche ses mots. Le jeune homme la questionne sur son parcours. « *En cinq ans, vous n'avez rien trouvé ?* » Gladys secoue la tête tristement. « *Personne ne me rappelle jamais...* » Une fois l'entretien terminé, Grégoire lui donne des conseils. Comment se tenir, présenter son parcours positivement, ne pas hésiter à prendre des notes. Gladys hoche la tête, rassurée.

« *Passer une simulation d'entretien en tenue est important, assure Florence Roussel, psychologue du travail. Être bien habillé joue sur la confiance en soi.* » Mais cela coûte cher. Entre 100 et 350€ pour un costume, et 100 à 300€ pour un coaching privé. Gladys et Abderrahmane, au RSA avec des enfants à charge ne peuvent se payer ni l'un ni l'autre. « *Ici, tout est gratuit* », affirme Nathalie Dazin, la présidente de l'association lilloise.

Trouver des Fonds propres

C'est elle qui a monté la Ch'tite Cravate fin 2015. Mais le concept n'est pas né à Lille. Il a germé dans l'esprit de trois étudiants d'école de commerce parisienne qui côtoyaient quotidiennement des cadres en costume-

cravate. Eux-mêmes déboursent des centaines d'euros pour avoir le leur. « *Alors qu'en fait, pourquoi ne pas récupérer les anciens costumes de ces gens ?* »

En 2012, les trois compères déposent les statuts de l'association. Nicolas Gradziel l'un des fondateurs raconte. « *On a mis un an à constituer un stock, en récupérant à droite à gauche.* » Le projet fait mouche. En 2014 la Cravate Solidaire reçoit le label « la France s'engage » et la dotation qui va avec. A partir de là, il faut pérenniser l'action, trouver des fonds propres, créer un modèle économique.

Entre temps, la Cravate fait des petits. « *Des gens venaient nous voir d'un peu partout en France* », explique Nicolas Gradziel. C'est le cas de Nathalie Dazin, 52 ans, styliste à la retraite. « *Ce projet m'a parlé* », dit-elle simplement. Elle s'engage d'abord comme bénévole et fait des allers-retours hebdomadaires Lille-Paris. Et puis, elle se lance. « *Nicolas m'a appelé et m'a dit, "il y a une entreprise du Nord qui va se débarrasser de plusieurs cartons de vêtements", se rappelle-t-elle. J'ai foncé.* » Elle entrepose alors tout dans son garage. « *Au départ, c'était compliqué, je n'avais pas de local.* » Elle en dégote finalement un, et monte la Ch'tite Cravate fin 2015. Depuis, elle mobilise 60 bénévoles.

« *Chaque antenne est indépendante juridiquement*, souligne Nicolas Gradziel. *Car s'il y a une chute, elle entraîne tout le monde.* » Paris n'a que le contrôle de la marque et fait signer une charte de valeurs à ceux qui décident de s'estampiller Cravate Solidaire. « *On leur donne quand même les grandes lignes de notre modèle économique* », concède Nicolas Gradziel. Outre Paris et ses cinq salariés, la Ch'tite Cravate est la seule qui a pu créer un emploi.

Le « kilo-euro »

Ainsi, la Cravate Solidaire, à Lille ou Paris, se finance de la même façon. Sur des fonds privés, grâce à un mélange de mécénat et de prestations. Certaines enseignes, telle Camaïeu, leur offrent des stocks neufs. Mais leur concept le plus innovant est le « kilo-euro ». Au sein d'une entreprise, la Cravate Solidaire installe un stand lors de la pause déjeuner. Ils viennent le vendredi une première fois, pour sensibiliser les salariés à leur cause et leur demander d'anciens vêtements. Ils y retournent en début de semaine et pèsent les kilos de vêtements récoltés. Pour un kilo, l'entreprise partenaire donne 10€. « *La dernière fois, on a récolté 370 kilos, soit 3700€, se réjouit Nathalie Dazin. Ce système de financement représente 40% de nos fonds.* »

Aujourd'hui, l'association voit plus loin. « *On cherche à s'autofinancer*, explique la présidente lilloise. *Des partenariats avec des structures qui paieraient un forfait pour tant de personnes suivies.* » Avec une limite : « *Ne pas devenir une case à cocher dans le programme d'un conseiller Pôle Emploi.* » La Cravate ne veut pas perdre son objectif premier : le social et le solidaire.

Depuis son lancement à Lille, la Ch'tite Cravate a suivi 150 personnes. Environ 40 % de candidats ont réussi l'entretien pour lequel ils sont venus. « *C'est "l'impact Cravate"*, explique Aline Perreau. *On espère faire aussi bien qu'à Paris.* » Dans la capitale, 70% des candidats sont embauchés.

Abderramhane, lui, est sûr que son entretien va bien se passer. « *Avec ce costume, c'est obligé.* »

En sortant, Ryan fait remarquer à son père qu'il n'a pas de cravate. De fait, c'est l'attribut qui manque le plus dans les stocks. Toute l'équipe se glace, interdite. Abderramhane les rassure en riant : « *Oh, la cravate, ce n'est pas le plus important. C'est bien le seul truc que je peux m'offrir.* »

Prix Charles Gide 2017

du meilleur reportage en économie sociale

Jury - 23^e édition

Guy BERNIERE

Journaliste honoraire, AFP

Philippe CHIBANI-JACQUOT

Journaliste indépendant ESS, transition écologique

Sébastien COLSON

Journaliste, Le Dauphiné Libéré

Camille DORIVAL

Présidente-directrice générale, Alternatives Économiques

Noémie GILLIOTTE

Rédactrice en chef, Direction[s]

Benoît HOPQUIN

Grand reporter, Le Monde

Jessica HUYNH

Journaliste pigiste
Lauréate du 1^{er} Prix 2014

Annie KATZ

Journaliste honoraire, Liaisons sociales LAMY

Philippe MARCHAL

Président du syndicat de la presse sociale, CIEM

Isabelle MOREAU

Directrice de la rédaction, AEF Social/RH
non présente aux délibérations

Laurance N'KAOUA

Journaliste, Les Echos

Georges POTRIQUET

Journaliste honoraire, Le Figaro
non présent aux délibérations

Philippine ROBERT

Journaliste macroéconomie, CAPITAL
Lauréate du 1^{er} Prix 2015
non présente aux délibérations